

TRAVAUX PUBLICS

Le carrefour de
Bir-Mourad-Raïs
ouvert à la circulation

Le carrefour de la Concorde à Bir-Mourad-Raïs a été ouvert à la circulation automobile hier par le ministre des Travaux publics Amar Ghoul accompagné de son homologue angolais Hagno Camero, en visite officielle de trois jours en Algérie.

La dernière partie de ce projet, la trémie à double sens, Bir-Mourad Raïs-Bida, a été en effet mise en service, avec trois mois de retard tout de même, à l'issue d'une visite de travail qu'ont effectuée le ministre algérien et son hôte au niveau de quatre principaux chantiers de la capitale relevant du secteur des travaux publics.

L'objectif de cette sortie étant, selon Amar Ghoul, de présenter au ministre angolais l'expérience algérienne en matière de maîtrise des projets routiers, ouvrages d'art et autre aménagement des infrastructures de base.

Le projet du dédoublement de la route nationale 11 entre Club-des-Pins et Ain Benian qui enregistre un taux d'avancement de 60%, celui du réaménagement du carrefour de Ain Allah et la trémie de Bouchaoui ont été également au programme de cette sortie ministérielle officielle qui a également permis aux deux ministres de s'entretenir sur le deuxième Congrès africain de la route devant se tenir en juin prochain dans la capitale angolaise, Luanda.

Alger, qui a abrité la première édition du Congrès africain de la route en décembre 2005 et par la voix de Amar Ghoul, s'est dit prête à répondre favorablement à la demande de la partie angolaise afin d'apporter son expertise et son soutien pour la réussite de ce rendez-vous panafricain qui, selon Amar Ghoul, «scellera la coopération Sud-Sud».

«Un comité technique se réunira à cet effet incessamment», a encore ajouté le ministre algérien des Travaux publics qui préside le Congrès africain de la route.

Et la coopération entre Alger et Luanda dans le secteur des travaux publics s'élargira à la formation et à la promotion des échanges d'expériences entre les deux pays.

Lotfi Mérad

LES CORÉENS ET LES FRANÇAIS EN COMPÉTITION

Qui construira Hassi-Messaoud ?

La réalisation de la nouvelle ville de Hassi Messaoud sera confiée soit à un consortium français soit à un autre sud-coréen. La commission d'évaluation des offres se prononcera dans un délai n'excédant pas une semaine.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les offres financières du français Iosis et du coréen Hassi Messaoud Korea Consortium ont été ouvertes hier au siège du ministère de l'Energie et des Mines. Le montant de l'offre du premier s'élève à 32 milliards de dinars contre 49 milliards pour son concurrent.

La commission d'évaluation ne se basera cependant pas uniquement sur l'offre la moins-disante pour désigner le vainqueur mais devra également vérifier l'ensemble du dossier. La réalisation de ce mégaprojet avait, dans un premier temps, suscité l'intérêt de deux autres soumis-

sionnaires qui ont été par la suite disqualifiés. L'offre du canadien SNC Lavalin a, en effet, été jugée éligible mais techniquement non conforme tandis que le chinois Shanghai Xian Dai Architectura n'a pas été retenu car ayant obtenu une note technique en deçà des exigences du cahier des charges. Le directeur de l'Etablissement de la ville-nouvelle de Hassi Messaoud, M. Zeriaty qui a présidé la séance d'ouverture des plis a fait un rappel du processus ayant mené à la réalisation de cette ville, expliquant que le classement du périmètre de Hassi Messaoud en zone à risques majeurs a conduit au lancement de l'appel d'offres en octobre 2007. Le projet qui consiste en la réalisation d'une ville d'une capacité de 80 000 habitants avec toutes les infrastructures nécessaires, considéré comme un véritable «challenge», a poussé l'établissement à placer la barre haut pour la sélection des bureaux d'engineering.

Seuls les bureaux ayant une expérience de plus de vingt ans dans le domaine de l'aménagement urbain ont été admis à concourir. Ils doivent également apporter la preuve qu'ils ont réalisé au moins une nouvelle-ville. Ce qui explique que sur les 32 postulants au départ, seuls quatre sont allés au bout du processus. Le bureau qui sera sélectionné devra donc construire une ville de plus de 4 483 hectares, située à 80 kilomètres de l'actuelle dans un délai de 76 mois. La nouvelle-ville ne sera donc réceptionnée que dans sept années, ce qui, selon le DG de l'établissement chargé de sa gestion, représente un défi non pas au plan technique mais sur celui du management. «C'est le pilotage de l'opération qui devra faire l'objet d'un suivi et non la partie technique. Il faudra une organisation extrêmement efficace, c'est une question de management», dira M. Zeriaty.

N. I.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION L'A ANNONCÉ HIER

Feu vert pour l'allègement des programmes

S'adressant hier aux membres de la commission nationale chargée de ce dossier, le ministre de l'Éducation nationale a donné le feu vert pour l'allègement des programmes.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les trente heures par semaine passeront selon le ministre à 27 heures dans un premier temps.

Cette décision se traduira par une compression des horaires de certaines matières comme d'autres seront appelées à disparaître comme cela est notamment le cas pour l'éducation scientifique pour la première année primaire. L'allègement des programmes englobera en outre les trois paliers d'enseignement, a précisé le ministre. Boubekur Benbouzid soulignera toutefois que ces mesures ne concernent nullement les matières telles que la langue arabe, l'histoire, l'éducation islamique et le tamazight.

Cette décision a été prise en conseil des ministres, a-t-il expliqué. Le premier responsable du secteur annoncera aussi l'installation, dès l'année prochaine, de casiers pour permettre aux élèves du primaire à l'échelle nationale et qui sont au nombre de 18 500 «d'alléger leurs cartables». Pour ce qui est des manuels scolaires et des erreurs qui y ont été décelées, le ministre notera que, selon les mesures

adoptées pour la prise en charge de ce problème, le secteur arrivera à un nombre suffisant pour répondre aux besoins de tous les élèves car «ces manuels seront de qualité et sans erreur».

Pour ce qui est du baccalauréat, le ministre a déclaré qu'il n'y aura pas de changements sur cet examen pour cette année mais qu'à partir de l'année prochaine,

le système des épreuves anticipées sera appliqué. Cette décision a été dictée, selon le ministre par un souci d'éviter la condensation des matières lors des épreuves du baccalauréat qui s'étalent seulement sur trois ou quatre jours. C'est ainsi qu'avec les nouvelles dispositions qui entreront bientôt en vigueur, des matières seront sujettes à examen à partir de la deuxième année secondaire. Annonçant d'autres mesures dans le cadre de la réforme du bac, le ministre de l'Éducation

nationale précisera qu'il n'y aura pas d'autres observateurs pour cet examen qui, dira-t-il, nécessite d'importants moyens humains et matériels. S'adressant aux membres de la commission des programmes, le ministre insistera sur l'importance de la coordination entre les différents intervenants que sont la CNP, les enseignants et la tutelle. Boubekur Benbouzid évoquera, en outre, la possibilité d'intégrer l'expérience canadienne dans le cadre de la réforme du secteur.

F. Z. B.

CONSEIL NATIONAL DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS (CECA)

Sit-in le 25 mars prochain devant le Palais du gouvernement

Le Conseil national des enseignants contractuels (CECA) monte au créneau et tiendra le 25 mars un sit-in devant le Palais du gouvernement de 10h à 14h. Cette décision fait suite, selon un communiqué du syndicat, à la réunion de son bureau exécutif tenue samedi dernier.

Cette réunion, selon le syndicat, a aussi permis d'effectuer une évaluation du rassemblement tenu le 10 mars devant le siège du ministère de l'Éducation nationale.

«Nous avons enregistré la réaction du ministre de l'Éducation nationale à nos revendications que nous considérons comme négative. Ce responsable a ainsi dénié l'affiliation des enseignants contractuels à l'Éducation. Nous jugeons cette déclaration comme illogique de la part du premier

responsable du secteur», précise la présidente du bureau national du CECA.

Cette dernière dira, en outre, que les enseignants qui exercent comme contractuels dépendent bel et bien de l'Éducation et ont un rapport direct avec les élèves et les directions de l'éducation. «Nous dénonçons la fuite en avant de la tutelle et nous appelons le ministre à prendre en considération les 40 000 enseignants contractuels à l'échelle nationale», souligne le communiqué du CECA.

Ce syndicat déclare aussi être décidé à poursuivre ses revendications jusqu'à la régularisation administrative de leur situation et leur intégration avec l'obtention de leurs droits.

Synthèse F.-Z. B.

MUSTAPHA BENBADA AU FORUM DE L'ENTV

Plus 87 000 emplois dans le secteur des PME

La Caisse de garantie des crédits aux PME a assuré en 2007 l'accompagnement de 261 entreprises pour un montant de 6,9 milliards de dinars. Pourtant, le financement demeure le principal obstacle qui entrave le secteur, certifie le ministre de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat.

Wassila Z - Alger (Le Soir) - L'invité du forum hebdomadaire de l'ENTV, le ministre de la Pme et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, a affirmé que les efforts visant à accompagner financièrement les PME ont permis l'accompagnement de 261 entreprises et conduit à la création de 14 704 emplois. Aussi, rappelle-t-il, «la Caisse de garantie des crédits à l'investissement a réceptionné durant l'exercice 2007, 204 dossiers, dont une trentaine ont été approuvés et une centaine sont à l'étude». Tout en appelant les banques publiques et

privées à assumer leur rôle dans le développement, notamment à travers la révision à la hausse des crédits alloués aux investissements, Benbada a tenu à préciser que seules les entreprises exerçant des activités productives dans divers secteurs auront désormais accès au soutien de l'Etat. En fait, «un nombre important de demandes de crédit soumises par les PME aux banques ont été rejetées en raison de l'insuffisance de garanties ou des risques élevés liés aux projets à financer». Toutefois, on notera que près de

24 000 petites et moyennes entreprises privées ont été créées en 2007 et plus de 10 000 nouvelles activités artisanales ont été quantifiées, a révélé le ministre. Tous ces chiffres avancés portent le nombre total des PME privées en activité à 293 946 et celui des activités artisanales à 116 347.

Un essor pour ces activités qui ont contribué à elles seules à la création de 20 000 postes, faisant partie de 102 000 emplois permanents, dont plus de 87 000 dans le secteur des PME. Soulignant l'importance des mécanismes d'accompagnement et de financement adoptés, Benbada a rappelé l'allocation par certaines banques publiques de crédits à l'investissement. Selon ce dernier, «la Banque nationale d'Algérie (BNA) aurait consacré une enveloppe de près de 70 milliards de dinars sous

forme de crédits au profit des PME pour l'année 2008».

Par ailleurs, quelque 3 176 entreprises ont été rayées du registre du commerce, explique le ministre. Pour ces PME, il s'agit, soit de suspension provisoire soit de cessation d'activité. Deux situations qui s'expliquent «par l'absence d'un programme d'action ou d'une réorganisation de ces PME», telles les entreprises de construction et de travaux publics. Mais également par un marché concurrentiel des plus rudes et la propagation de l'activité informelle.

Ceci aurait conduit à la suppression de plusieurs emplois compensés par la création d'autres. S'agissant du programme Meda II, l'accord signé récemment avec l'Union européenne profitera à 500 entreprises.

Destiné à l'appui aux PME et à la maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), cet accord, d'une valeur de 40 millions d'euros, préparera ces entreprises à l'adoption du processus de certification et à introduire les NTIC.

W. Z.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Bounifa a l'immense douleur de faire part du décès de sa chère et regrettée Akaba née Bounifa Baya, survenu le 16 mars à l'âge de 78 ans. L'enterrement aura lieu aujourd'hui au cimetière d'El Madania, à partir de Ain-Naâdja à 11h30.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.